

RENTRÉE SCOLAIRE 2025 : LE MINISTÈRE ORGANISE LE CHAOS

CARTE SCOLAIRE DANS LE PREMIER DEGRÉ, DGH DANS LE SECOND DEGRÉ, PERSONNELS ADMINISTRATIFS, LES MOYENS NE SONT PAS À LA HAUTEUR DES BESOINS...

Le SNCI-FO rappelle que l'annonce par le gouvernement Bayrou de l'annulation de la suppression des 4 000 postes prévues par le gouvernement Barnier est un boniment ! Dans le premier degré, c'est près de 500 postes que le ministère s'apprête à supprimer, désorganisant de fait la rentrée scolaire 2025.

Suppressions de classes, de postes, fermetures d'écoles et d'établissements... Dans les écoles et les établissements publics, dans les inspections de l'Éducation nationale, les DSDEN et les rectorats, partout, les conditions de travail se dégradent !

“L'argument” de la baisse des effectifs scolaires invoqué par le ministère, “l'indicateur” d'une soi-disant “hausse du taux d'encadrement” ne tiennent pas à l'examen des réalités de terrain ! Pourquoi le ministère s'arrête-t-il au milieu du gué concernant les effectifs scolaires et les taux d'encadrement ? Comment sont établis ces chiffres ? Le dédoublement des classes de GS, CP et CE1 en éducation prioritaire ne masqueraient-ils pas une réalité beaucoup moins favorable dans bien d'autres niveaux de classes et secteurs géographiques ? Quels sont les moyens réels dont disposent les services déconcentrés pour assurer la formation et le remplacement des enseignants ? Qu'en est-il de l'évolution de la situation sociale, de la santé des élèves et de l'inclusion forcée systématique ? Quels effets produisent les choix politiques en matière d'éducation, d'emploi, de santé, sur les élèves, sur les familles, sur les classes et les équipes pédagogiques, sur l'École publique ?

Nos questions n'obtiennent aucune réponse. Le "dialogue social" est au point mort ! À tous les échelons, des DSDEN au ministère, les instances sont organisées pour que la parole des personnels ne porte pas.

En secteur rural comme en éducation prioritaire, la désorganisation à venir, liée au manque de moyens, est alarmante. Les nombreux soutiens apportés aux personnels par les parents d'élèves et les élus, pour qui l'éducation est une priorité, ne trompent pas.

Il manque des enseignants pour l'École publique. Mais il manque également des personnels administratifs pour qu'elle fonctionne. Le rapport du sénateur Pacaud (23 mai 2024) pointe la faiblesse des moyens administratifs au sein de l'Éducation nationale. Aux postes utiles d'agents administratifs dans les circonscriptions du premier degré, dans les établissements, les DSDEN et les rectorats, le ministère fait le choix de substituer des postes dédiés au SNU, dispositif dont nous contestons l'intérêt éducatif.

Élaborer un budget, c'est faire des choix ! Le gouvernement privilégie l'ouverture au privé et la marche à la guerre...

Aux manques de moyens organisés par le gouvernement, le ministère répond "intelligence artificielle". Pus de 100 milliards d'Euros lui seront consacrés ! Ce choix idéologique est inadapté aux enjeux qu'affronte l'École publique ! Il est inadapté et prolonge l'ouverture de notre institution aux entreprises privées qui captent toujours davantage les fonds publics. Les armées se verront quant à elles dotées d'un budget en forte augmentation... pour continuer la préparation de la marche à la guerre !

Dans ce contexte, le SNCF apporte son soutien plein et entier aux Comités de défense de l'école et aux initiatives de parents d'élèves relayés par l'Appel de l'Yonne :

“ (...) La mobilisation menée cette année dans l'Yonne a été historique : blocages, écoles et collèges « morts », pétitions, rassemblements, grèves... ont émaillé depuis plus de trois semaines toute la période des opérations de carte scolaire, impliquant une visibilité quotidienne et un mouvement d'ampleur. Plus d'une quarantaine d'écoles et d'établissements (avec parents, enseignants, élus, agents...) ont ainsi fait entendre leur mécontentement, leur rejet de la logique purement comptable de restriction budgétaire à laquelle ils ont opposé la réalité du terrain. (...) Ces actions ont permis de mettre la question de l'Éducation au centre de l'actualité de notre département et d'obtenir des avancées pour nombre d'écoles. Cela a largement bousculé le calendrier, le train-train et la machine bien huilée des opérations, et fracturé parmi les partisans et soutiens du projet de carte scolaire de la Direction Académique. Nous nous en félicitons. Mais 24 écoles sont encore sous le coup d'une fermeture de classe et nombre de collèges d'une baisse de dotation inacceptable pour la rentrée prochaine.

(...) il est donc question de tourner nos actions vers le ministère, là où se trouvent les postes !

Nous avons donc décidé de nous rendre au ministère de l'Éducation nationale le samedi 15 mars et appelons tous ceux qui s'opposent au saccage de l'Éducation à nous y rejoindre. (...)”

Ne nous laissons pas enfermer dans “la machine bien huilée” que le ministère veut nous imposer. Continuons à nous organiser, à nous coordonner, avec nos Unions départementales et dans l'unité, avec les parents d'élèves, avec tous ceux qui refusent le saccage de l'École publique !